

Ce fichier a été téléchargé le Thursday 19 June 2025 sur [Criminocorpus](#), Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines.  
Jan. 24, 2023

- [Citer cette page](#)

#### Pour citer cette page

Le code civil, *Musée Criminocorpus* published on Jan. 24, 2023, consulted on June 19, 2025.  
Permalink : <https://criminocorpus.org/en/ref/25/19707/>

## Code civil

### Section VII — De l'action en nullité ou en rescision des conventions

#### Extrait

#### Article 1312

##### Version du Feb. 7, 1804

Texte source : *Code civil des Français, édition originale et seule officielle, à Paris, de l'imprimerie de la République, An XII, 1804.*

Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

---

##### Version du Jan. 1, 1835

Texte source : *Modification de l'orthographe.*

Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs [engagements](#), ~~engagements~~, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces [engagements](#), ~~engagements~~, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

---

##### Version du Feb. 18, 1938

Texte source : *Loi portant modification des textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée.*

~~Lorsque les mineurs ou les interdits~~ Lorsque ~~les mineurs, les interdits ou les femmes mariées~~ sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la [minorité ou l'interdiction](#), ~~minorité, l'interdiction ou le mariage~~, ne peut en être [exigé exigé](#), à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

---

##### Version du Jan. 3, 1968

Texte source : *Loi n° 68-5 du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs.*

Lorsque les mineurs ou les [majeurs en tutelle interdits](#) sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité ou [la tutelle](#), ~~l'interdiction~~, ne peut en être exigé à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.